

Suzanne Chazan-Gillig et Pavitrnanand Ramhota, *L'hindouisme mauricien dans la mondialisation. Cultes populaires indiens et religion savante*, Paris : Karthala, 2009, 522 pages.

Recenseuse : Sophie Blanchy
Université de Paris Ouest Nanterre La Défense

En prenant comme fil rouge l'histoire des lieux de cultes hindouistes qui foisonnent à l'île Maurice, ce livre offre un bel exemple d'étude des interactions du religieux avec l'économique et le politique. La répartition de ces sites dans l'espace et leur transformation dans le temps permettent de lire les événements politiques et économiques, à l'échelle de la communauté indo-mauricienne et de l'île entière. Cent-cinquante photos des lieux de culte insérées comme vignettes dans le texte donnent à l'iconographie religieuse et aux espaces culturels l'importance qu'ils méritent.

Formée sous les régimes coloniaux français puis anglais marqués par l'esclavage et l'engagisme, la société mauricienne est partagée en deux grandes catégories, la « population générale », organisée selon des critères raciaux (population blanche, esclave et libre de couleur) et les Indo-Mauriciens, différenciés selon le critère ethnique, qui représentent plus de la moitié de la population. S'y ajoutent les Sino-Mauriciens et la communauté musulmane (d'origine indienne). Autant de catégories censitaires ou statistiques qui ont été appliquées par l'Etat au fil du temps.

Bâtie sur le développement sucrier, l'économie mauricienne a subi de profondes transformations en s'ouvrant sur le monde depuis l'indépendance en 1968 : création des zones franches d'industries textiles, restructuration du secteur du sucre, développement des hautes technologies et d'un tourisme en expansion qui occupe de plus en plus de terres. Les conditions de vie et de travail de tous les acteurs, du plus modeste ouvrier au plus puissant planteur, ont subi les effets de ces changements. La minutieuse étude de terrain des sites de cultes hindous est une manière d'aborder celle « des rapports de la religion à la mondialisation et du rôle pris par l'Etat dans ce processus » (p. 57).

Au XIX^e siècle, deux périodes de morcellement foncier avaient favorisé l'enracinement des descendants d'esclaves et des engagés : pour les Indiens, la création des lieux de cultes a permis l'unification de groupes socio-familiaux à partir de la diversité des engagés, et la reconstruction d'une différenciation statutaire. Les Tamouls, Bihars, Telegous et Marathis venus d'Inde comme artisans ou coolies étaient issus de régions rurales où ils rendaient des cultes avec sacrifices sanglants. Les autels à Kali – les *kalimai* – qu'ils érigèrent à Maurice témoignaient d'une part de formes syncrétiques avec les autres religions, le catholicisme populaire surtout, d'autre part de leur nouvelle organisation sociale. Ils sont le lieu d'inscription d'une première interculturalité entre groupes d'origine différente, la construction de groupes matrimoniaux endogames ayant généré le système de castes mauricien. L'émergence

économique des artisans tamouls devenus commerçants puis propriétaires de moulins à canne, et des coolies ayant acquis des terres, permit ensuite l'érection des premiers temples tamouls et hindous.

Les auteurs utilisent un corpus aussi important que varié constitué au cours de plusieurs années de terrain ethnographique pour donner une typologie des *kalimai*. Par son histoire singulière, chacun d'eux représente une dimension des processus en jeu, montrant la fonction et la rationalité symbolique du panthéon honoré vis-à-vis de la production de classes (planteurs indépendants) et de la différenciation statutaire. Alors que les premiers *kalimai* se réduisaient aux pierres des sept sœurs déposées au pied d'un arbre, ils sont devenus des autels organisés puis, à l'initiative de planteurs émergents, ont intégré progressivement des dieux excluant les sacrifices sanglants, tout en faisant preuve de syncrétisme. L'introduction de divinités masculines aux rites non sanglants sur les *kalimai* ou à côté d'eux préluait à leur transformation au rythme des changements sociaux. Scissions ou réunifications des lieux de culte marquent soit les nouvelles segmentations sociales, soit la transformation des cultes populaires sous l'influence de la religion savante des groupes dominants. Les rites observés montrent ce double mouvement, brahmanisation des cultes populaires dans la cérémonie *baharia* et recréation du culte de Kali dans le culte *amourou*.

Aujourd'hui, certains *kalimai* ont finalement gardé leur autonomie, d'autres se sont modernisés ou déplacés, d'autres enfin se sont transformés en temples dédiés à des divinités hindoues d'origine mauricienne non répertoriées en Inde. La rénovation des *kalimai* ou la fondation de nouveaux temples révèle l'affirmation d'une identité indienne autonome, plus affiliée à la religion savante ou à des dieux modernes nouvellement émergés en Inde. La désaffection ou la privatisation des *kalimai* anciens reflète la disparition de la grande plantation au profit d'un salariat ouvrier ou agricole temporaire. Des temples existent dans les moindres villages, mais relèvent parfois de deux fédérations concurrentes, ce qui souligne la tension entre hautes et basses castes. Les interactions entre les divinités, ajouts et retraits, informent sur un mode de résolution des conflits par évitement et partage des lieux et des temps, méthodes observées aussi dans d'autres contextes sociaux et économiques.

Les différences professionnelles et politiques se mêlèrent vite aux premières distinctions socio-économiques. Mais surtout, la réussite des grands planteurs indiens, qui dès 1930 jouèrent un rôle dans les mouvements coopératifs et syndicaux, tient à la relation particulière qui les unissait à leurs dépendants, autant dire qui liait le capital, et le travail, grâce à la maîtrise du lien social d'endettement institué à travers les cultes, et à la référence commune à la notion de *dharma* qui unissait des groupes d'intérêts pourtant différenciés. Les fondateurs des temples jouant un rôle dans l'association qui y était attachée furent alors en mesure de briguer un premier mandat politique. Les temples sont en effet les points de repère historiques de l'enrichissement de familles de grands plan-

teurs indiens ayant regroupé leurs travailleurs, leurs alliés et leur dépendants. Les Tamouls y sont parvenus en 30 ans, à partir de 1860. Les rapports entre les kalimai et les temples se compliquèrent quand se développèrent les associations qui révélaient la puissance sociale des groupes ainsi constitués. Seule l'histoire des temples et des associations, estiment les auteurs, permet de comprendre l'émergence des fédérations et le rôle qu'y a joué la dialectique ethnique, de classe et de caste. Le foisonnement des temples – il en existe 250 et 50 sont en projet – reflète les nombreux conflits entre fédérations, la distance croissante entre Tamouls et hindous, les relations de castes et de classes à l'intérieur des communautés, la sanskritisation des cultes. Les auteurs voient par exemple dans l'installation récente de temples sur les pas géométriques, édifices dénoncés comme obstruant le développement touristique de l'île, l'expression d'une concurrence directe pour l'accès au foncier dans un contexte mondialisé.

En 1910, une association égalitaire d'origine indienne, l'*aryasamaj*, s'était répandue parmi les travailleurs en leur dispensant une formation aux rites védiques éloignés des croyances populaires, et en favorisant une certaine conscience politique. D'autres associations virent le jour par réaction, de la part des hautes castes puis au gré de scissions liées à la caste, et prirent des engagements politiques distincts. Enfin, des sectes, dont les auteurs ne précisent pas l'origine, ont également fait leur apparition. Ces mouvements s'opposent au système des castes ou le renforcent. Le succès de la divinité Hanouman est interprété comme un dépassement de tous les clivages dans une société contemporaine plus ouverte.

C'est sur les nouveaux enjeux fonciers et financiers, dont la multiplication des nouveaux temples serait significative, que les auteurs orientent leur conclusion. Depuis 1990, Maurice voit les secteurs sucrier et textile faiblir; de nouveaux morcellements de terre pour des logements sociaux entraînent des déplacements de lieux de cultes, surtout dédiés à Hanouman, gérés par des groupes bénéficiant d'une nouvelle autonomie sociale et économique dans le contexte d'urbanisation et de développement capitaliste imposé par la mondialisation. Les auteurs soulignent les rapports privilégiés avec l'administration qu'entretiennent les sociétés et fédérations religieuses hindoues. Ces associations marquent un modèle spécifique de développement capitaliste qui serait concurrent du modèle catholique plus individuel.

Cette lecture de l'évolution dans le temps des lieux de culte est très originale et très convaincante. La relation étroite mise au jour entre lieux de culte et vie économique et politique est-elle spécifique aux formes hindoues d'expressions religieuses qui, par leur souplesse et leur inclusion, peuvent constituer ce langage riche et dynamique ? Les auteurs projettent d'étendre l'étude aux formes populaires du catholicisme et de l'islam à Maurice.

Notons cependant que la richesse des données présentées oblige le lecteur à un effort personnel de synthèse pour ne pas se noyer dans les détails, ceci à cause de deux défauts regrettables : le glossaire, indispensable pour s'orienter parmi des

dénominations au sens strictement local, n'est pas à la hauteur des attentes – à preuve, le lecteur y est renvoyé dès la première page à propos d'un mot qui n'y figure pas; et surtout, un index eut été très utile pour mieux comprendre des notions ou des institutions qui ne sont pas familières aux non-indianistes, au lieu de devoir rechercher les explications dispersées dans le texte. Manquant de ces deux outils, ce bon livre très dense est donc d'une lecture parfois ardue.

Laëtitia Atlani-Duault et Laurent Vidal (dirs.), *Anthropologie de l'aide humanitaire et du développement. Des pratiques aux savoirs – des savoirs aux pratiques*, Paris : Armand Colin, 2009, 360 pages.

Recenseuse : *Sylvie Bodineau*
Université Laval

Dans le chapitre d'introduction intitulé « *L'anthropologie de l'aide humanitaire et du développement; Histoire, enjeux contemporains et perspectives* », Laëtitia Atlani-Duault nous rappelle que l'anthropologie qui produit des analyses critiques des interventions d'aide humanitaire et du développement est un des outils mobilisés par les professionnels de cette aide. En réinterrogeant l'histoire de la discipline à l'aune des réalités d'un monde globalisé, elle nous propose de repenser ce que peut être cette anthropologie et d'engager un renouvellement théorique et épistémologique de l'aide. De la participation ou non aux entreprises de colonisation, puis aux agences internationales de développement, cette histoire est jalonnée de controverses autour de la position des anthropologues, interrogeant éthique et responsabilité. Du côté des implications possibles, les positions varient, de « l'ingénierie sociale » à une approche plus modeste et distanciée où il s'agirait de défier, contester, clarifier et expliciter les hypothèses. Entre distance critique et engagement, l'anthropologie peut participer de la déconstruction et à la reconstruction des pratiques de l'aide.

L'ambition de cet ouvrage, en réunissant une équipe d'anthropologues de traditions de recherche et de nationalités diverses, les sollicitant pour qu'ils traitent, chacun, un thème d'action et de recherche dans un canevas d'ensemble homogène, est de concilier discussion théorique et illustrations précises des démarches de l'anthropologue, en donnant ainsi les clefs – didactiques comme conceptuelles – pour pouvoir penser aussi bien l'anthropologie que le développement et l'aide humanitaire. Ainsi, tour à tour, Patricia Foxen à propos des réfugiés, Pierre-Yves Le Meur et Philippe Lavigne Delville à propos du développement rural et de la gouvernance des ressources, Alicia Sliwinski à propos de l'environnement, Jacky Bouju à propos de l'assainissement et la gouvernance urbaine, Carl Kendall à propos de la santé, Charles-Edouard de Suremain à propos de l'alimentation et la nutrition et Kristina Tiedje à propos du genre, se plient à l'exercice et offrent une vision multiple de l'anthropologie du développement et de l'aide